RÉGION

PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

FORMATION

QUELLES SONT LES CARACTÉRISTIQUES DE LA
FORMATION CONTINUE DES DEMANDEURS D'EMPLOI EN RÉGION ?

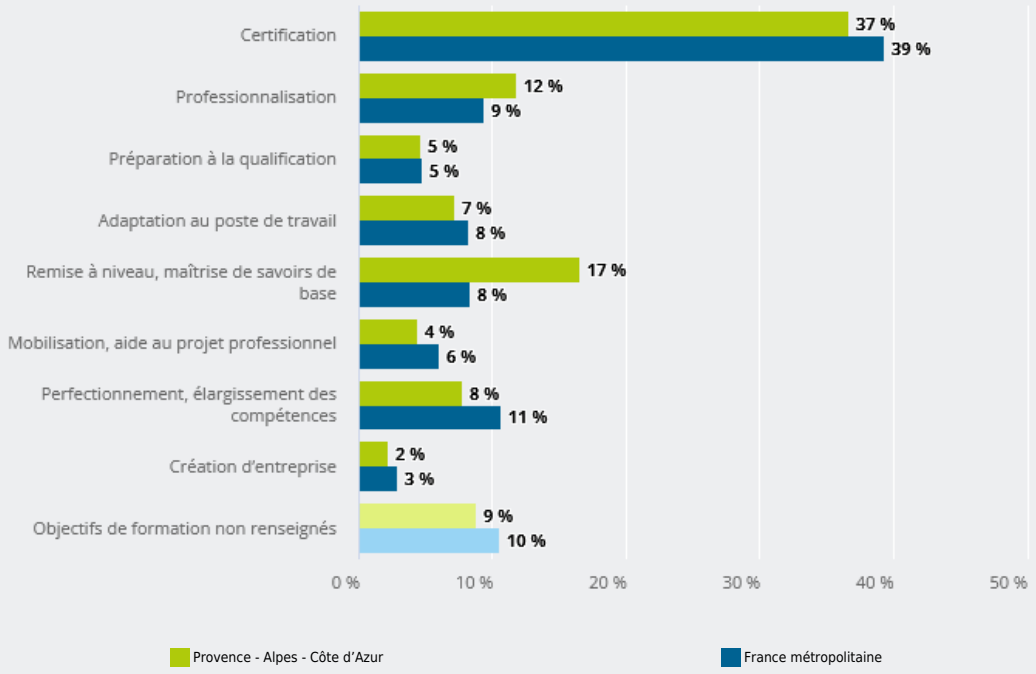
PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE- ALPES- CÔTE D'AZUR
carif-oref PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR
RÉGION SUD PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

94 630 entrées en formation de personnes en recherche d'emploi ont été enregistrées en région en 2023, soit **9 %** des entrées en France métro.

– 15,8 % entre 2022 et 2023 (– 12,9 % en France métro.)

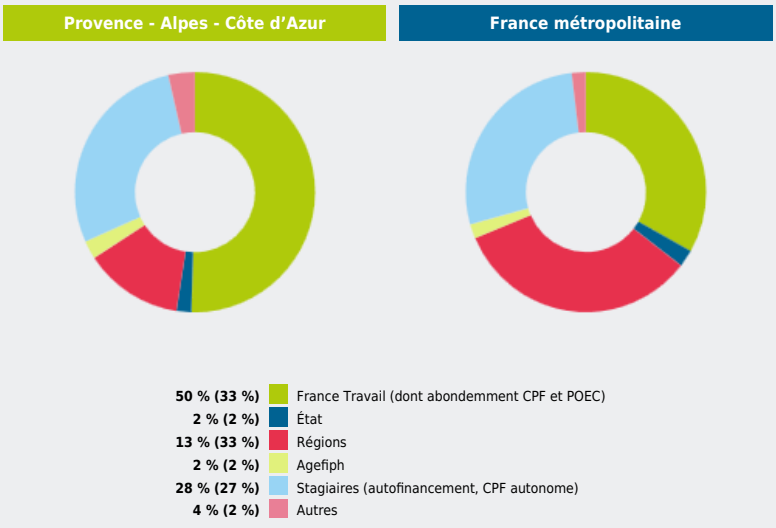
LES ENTRÉES EN FORMATION SELON LES OBJECTIFS DE LA FORMATION [1]

37 % des formations ont pour but l'obtention d'une certification



LES ENTRÉES EN FORMATION SELON LE COMMANDITAIRE [1]

50 % des formations ont été commanditées par France Travail (dont abondemment CPF et POEC)



83 140 personnes en recherche d'emploi sont entrées en formation en région en 2023

– 14,4 % entre 2022 et 2023 (– 12,2 % en France métro.)

52 % de femmes (50 % en France métro.)

24 % de moins de 26 ans (26 % en France métro.)

28 % de 45 ans et plus (25 % en France métro.)

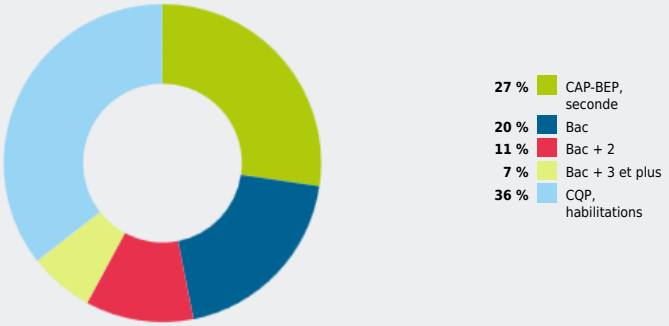
11 % de travailleurs handicapés (10 % en France métro.)

29 % de personnes non diplômées avant l'entrée en stage (27 % en France métro.)

30 840 demandeurs d'emploi de ce territoire ont bénéficié d'une **formation visant une certification professionnelle** [2], financée ou co-financée par les pouvoirs publics ou les OPCO

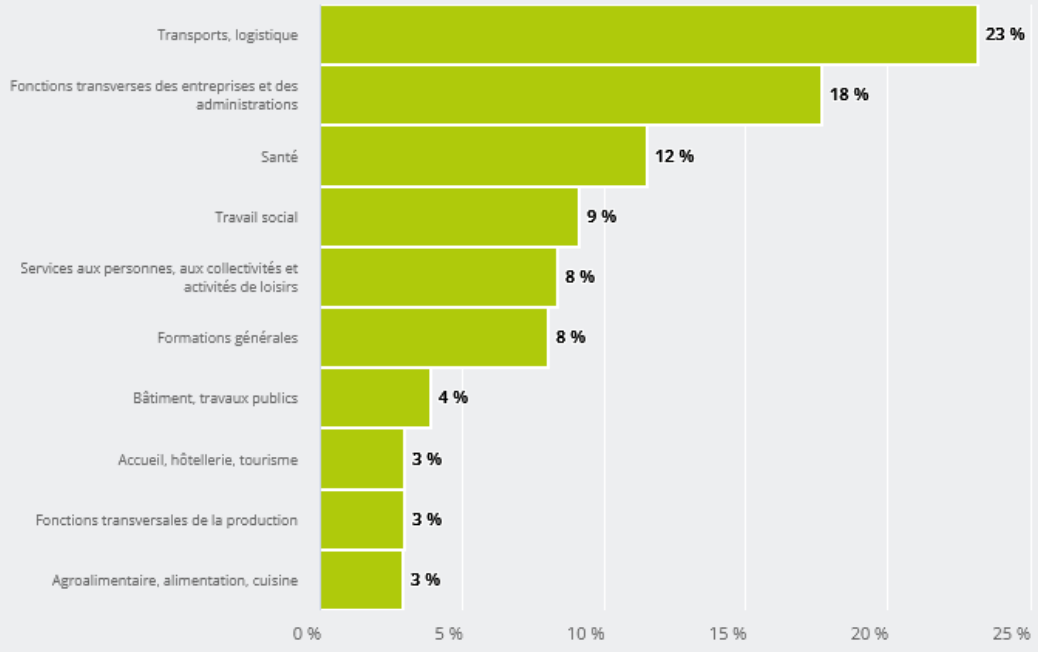
NIVEAU DES FORMATIONS SUIVIES PAR LES DEMANDEURS D'EMPLOI [3]

36 % des demandeurs d'emploi entrés en formation préparant une certification de niveau CQP, habilitations



PRINCIPALES FILIÈRES DES FORMATIONS SUIVIES PAR LES DEMANDEURS D'EMPLOI [3]

23 % des demandeurs d'emploi entrés en formation préparent une certification de la filière "Transports, logistique"



Source : Dares (Brest) ; Carif-Oref Provence - Alpes - Côte d'Azur (Base effectifs en formation).

Notes :
1 Champ : ensemble des entrées en formation des personnes en recherche d'emploi (inscrites ou non à France Travail).
2 Diplôme, titre, certificat ou habilitation.
3 Champ : formation continue des demandeurs d'emploi « financements publics et/ou OPCO ».